



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Jobs, jobs, jobs ? En tout cas, pas au SPF Finances !

Un an de retard pour le plan de personnel 2018 (840 recrutements), 2016 et 2017 non encore réalisés complètement (765 recrutements encore à concrétiser) !

La conclusion : 1 605 emplois en attente...

Et cela, alors que le personnel du SPF Finances continue à diminuer plus rapidement que celui du reste de la Fonction publique.

Aucun budget supplémentaire n'est prévu pour faire face à la surcharge de travail liée au Brexit ou au travail en shift à la Douane.

En ce mois de novembre 2018, deux réunions ont été organisées entre les responsables du SPF Finances et les organisations syndicales. À l'ordre du jour : le plan de personnel... 2018 !

Aubry Mairiaux (président de l'UNSP):

La logique élémentaire voudrait que nous négociions actuellement les recrutements à réaliser en 2019. Mais non, le SPF Finances n'a pu nous présenter que le plan de personnel pour 2018... alors que nous sommes déjà en novembre et que nous réclamons cette négociation depuis des mois ! Au vu des délais des procédures de recrutement, nous aurons de la chance si ces 840 emplois voient le jour en 2019.

D'autant que nous attendons encore 765 agents pour les plans de personnel 2016 et 2017 !

Au total, ce sont plus de 1 600 agents qui devraient être en service au SPF Finances et qui ne le sont pas !

Incompréhensible, alors que le Premier ministre et son gouvernement affirment sans cesse leur obsession pour les jobs et que ces engagements seraient rentables pour l'État !

De plus, le plan de personnel 2018 contient de mauvaises nouvelles pour le SPF Finances et ses agents :

- **Une réduction linéaire et aveugle de 2 % de l'enveloppe de personnel au détriment du service aux citoyens !**

Aubry Mairiaux (président de l'UNSP):

Le nombre de burn-out explose au SPF Finances. Mais on va encore diminuer le personnel !

Pourtant, le SPF Finances a déjà fait beaucoup d'efforts. En 10 ans, le personnel du SPF Finances a diminué de 29,4 %, alors que le reste de la Fonction publique a subi une réduction de personnel de 12,7 % !

Si on ajoute aux non-recrutements prévus le départ en pension de plus de 1.000 agents en 2019, la charge de travail devient déraisonnable à un point tel que le management est obligé d'abandonner certaines missions d'intérêt public.

- Le paiement des intérêts de la dette grecque sur le dos de l'enveloppe de personnel du SPF Finances !

Aubry Mairiaux (président de l'UNSP):

Nous ne nous positionnerons pas sur le fond, car le mécanisme de solidarité européen était nécessaire. En revanche, la forme n'est pas acceptable : pour payer ces intérêts, 66 millions d'euros sont bloqués et pourraient être prélevés sur l'enveloppe budgétaire consacrée au personnel du SPF Finances !

66 millions, cela représente plus d'un an sans recrutement !

- Aucun budget supplémentaire n'est prévu pour faire face à la surcharge de travail liée au Brexit.

Aubry Mairiaux (président de l'UNSP):

Suite au Brexit, la charge de travail des douaniers va fortement augmenter.

Pour y faire face, le ministre avait annoncé par voie de presse une première vague de recrutement de 141 douaniers.

Juste un effet d'annonce, comme lors des fameux recrutements supplémentaires pour l'Inspection spéciale des Impôts. En effet, aucun budget ne serait accordé. Aucun agent supplémentaire ne sera donc recruté pour faire face à cette surcharge de travail liée au Brexit. Ces 141 agents seront pris dans les autres services du SPF Finances, qui sont déjà en pénurie de personnel !

Et qu'on ne dise plus que l'informatique est la solution permettant de compenser ces pertes : cette informatique est catastrophique aux Finances ! Une enquête a démontré qu'elle faisait perdre en moyenne 14 jours par an et par agent.

Dans ces conditions, il est évident que de nombreuses tâches risquent de devoir être abandonnées !

Si le gouvernement ne veut plus ni rendre les missions de service public ni lutter contre la fraude fiscale, qu'il le dise ouvertement !

Le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt, oublie systématiquement de défendre son département. Continuer de la sorte conduira le département du SPF Finances droit dans le mur.

Avoir un an de retard dans un plan de personnel, cela ne nous était jamais arrivé !

Si l'on ajoute à cela les attaques à l'égard de l'ensemble des fonctionnaires, il est évident que le personnel ne va pas rester les bras croisés.